

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire 63570

N°834 du 23 Avril 2005

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### L'EUROPE DES CHINOISERIES

*Je ne veux pas parler du voyage de notre Premier Ministre en Chine, et des succès économiques et diplomatiques qu'il y a remportés, ce serait un manque de déférence à son égard. Non : je cherche toujours avec vous, depuis quelques semaines, quels sont les vœux des partisans de la ratification du projet de constitution. Or ce qui s'est passé il y a quinze jours avec l'affaire des textiles chinois me paraît donner un éclairage saisissant.*

*Nous n'avons eu que protestations contre l'invasion des produits importés de Chine, dont la vente chez les « grands distributeurs » a été multipliée par dix, cinquante ou cent en un peu moins d'un an. Voilà qui nous vaudrait cent cinquante mille chômeurs dans l'industrie textile française, et peut-être un million et demi en Europe. Aux yeux de certains, il y a là une raison majeure de dire oui au referendum constitutionnel : une Europe politiquement unie aura la capacité de ramener les Chinois à la raison.*

*De là à en déduire que voter oui c'est mieux protéger nos producteurs, il y a un pas que n'ont pas manqué de franchir de nombreux hommes politiques, membres de notre gouvernement en tête. Il y a donc une part du voile qui tombe, mais une part seulement.*

*La part qui tombe, c'est la préférence pour l'« Europe forteresse » et le rejet du libre-échange chaque fois que les producteurs européens sont concernés. Cette dernière précision est d'ailleurs inutile : tandis que les consommateurs tirent toujours avantage de la liberté du commerce et de la concurrence, les producteurs savent qu'il s'agit d'une menace pour eux, car c'est bien l'aiguillon de la compétitivité qui force les producteurs à s'aligner sur les niveaux de qualité les plus élevés et de prix les plus bas. A terme, tout le monde y trouve son compte, car le pouvoir d'achat dégage pour le consommateur grâce à la baisse des prix lui permet d'acheter autre chose, c'est-à-dire de fournir des débouchés pour d'autres producteurs.*

*Mais il est clair que les dirigeants politiques ne l'entendent pas de cette oreille. Ayant une préférence naturelle pour le court terme et les échéances électorales les plus proches, ils persuadent les producteurs qu'ils peuvent les défendre efficacement contre les étrangers.*

*L'argumentation est d'ailleurs bâtie comme un jeu de poupées russes, que je n'ose pas appeler poupées soviétiques. En France les politiciens unanimes veulent protéger les producteurs français contre l'Europe : voilà pourquoi ils ont tous été anti-Bolkenstein. Mais les mêmes politiciens appellent l'Europe au secours contre les Chinois.*

*Donc, à mes yeux, le doute n'est plus permis : dire oui à la Constitution, c'est dire non à la concurrence et à la mondialisation, c'est voter pour les producteurs contre les consommateurs, pour les produits chers contre les bons marchés, pour les situations acquises contre les performances, pour la routine contre l'innovation.*

*Cependant, il n'y a là que la partie émergée de l'iceberg européen. Car derrière ce refus du libre-échange il n'y a ni plus ni moins qu'un rejet plus fondamental des lois du marché. De nombreux discours nous font croire que le marché n'est bon que s'il est encadré. Mais encadré par quoi ? Avec tous les libéraux de tous les temps, je suis évidemment d'accord pour dire qu'un marché a besoin d'un cadre juridique approprié : les contrats, la propriété, la responsabilité doivent être reconnus et respectés. Mais l'encadrement auquel pensent nos prosélytes de la Constitution n'est pas celui-là. Même si tous n'osent pas le dire, ils veulent que le marché soit encadré par de bonnes et salutaires*

politiques européennes. Jacques Delors le rappelait dès le traité de Maastricht : une Europe politique n'a pas seulement pour ambition de fournir les biens publics communs à plusieurs pays (comme la défense ou la diplomatie), mais aussi de mener des politiques communes dans tous les domaines marchands, en vue de « corriger » ou de « réguler » le marché. « Voter pour l'Europe, c'est voter pour une généralisation de la politique agricole commune ». Du traité de Rome et du passé européen, on reprend donc ce qu'il y a de plus catastrophique, de plus injuste, de plus coûteux, pour l'ériger en nouveau système, désormais applicable à tous les aspects de la vie économique : politique industrielle, politique commerciale, politique budgétaire, fiscale, politique de la concurrence, politique de la recherche, de l'éducation, etc. Je pose la question : en quoi la politique agricole a-t-elle aidé les Français ? En dehors de quelques paysans professionnels de la subvention et des dirigeants de la FNSEA, elle n'a créé qu'inadaptation et désolation dans les campagnes. Quant aux consommateurs français, ils paient plus cher leurs produits alimentaires, et doivent aussi payer plus d'impôts (50% du budget européen passe à la PAC). Hier on faisait de même avec le charbon et l'acier (belle réussite là aussi), demain ce sera le textile, le vin, les automobiles, les produits chimiques, que sais-je encore...

Dans le projet de constitution, les Français ont réussi à faire accepter (« sous la pression des syndicats », précise Jack Lang) trois bases des futures politiques communes : les droits sociaux reconnus aux travailleurs (j'y ai fait allusion la semaine dernière), les services publics à la française et l'exception culturelle. Dans les trois cas, il s'agit bien de tourner le dos aux viles lois du marché pour rétablir dans sa pureté le corporatisme français. Pense-t-on vraiment que cela résistera au temps des discours électoraux ?

En réalité, cette vision du futur européen est à la fois irréaliste et mesquine. Ce sont des arguties pour retarder l'échéance fatidique de la mondialisation, et il n'y a guère que des Français pour y croire. Pas plus que la France l'Europe ne peut tourner durablement le dos aux exigences et aux bienfaits du marché. Libre à certains de prôner le développement durable, il n'y aura pas de protectionnisme durable, et les manœuvres actuelles ne sont que chinoiseries politiciennes.

Jacques Garello

## Conjoncture

### FRANCE : L'ANNEE A MAL COMMENCE

Il n'est pas jusqu'à la conjoncture économique qui trahisse le gouvernement à la veille du referendum. Tous les indicateurs sont au rouge, et les promesses ministérielles d'une croissance à 2,5% et d'une réduction du chômage de 10% volent en éclat. « Nous nous sommes trompés » reconnaît Jean Pierre RAFFARIN, qui s'empresse de nous rassurer : il s'agit d'un simple « décalage » dû au « choc pétrolier ». Pieux mensonge. Au demeurant, notre gouvernement fait ce qu'il faut : le week-end dernier a été consacré à un séminaire de réflexion sur le chômage. On va voir ce qu'on va voir... Ce qu'on ne verra sûrement pas c'est l'application toute simple et toute bête des lois de l'économie. Pourquoi la conjoncture se redresserait-elle puisque rien n'a changé dans la politique gouvernementale : ce qui a échoué en 2003 et 2004 ne peut qu'échouer à nouveau en 2005.

#### « Le trou d'air de l'activité industrielle »

Donc fin avril, avec un trimestre de recul, on peut dire que l'année a mal commencée. C'est Jean-Pierre RAFFARIN qui, le premier, a tiré le signal d'alarme : ses prévisions étaient fausses. C'est d'abord évident en matière de croissance. Aucun observateur ne croit plus qu'il soit possible d'atteindre les 2,5% en 2005. La plupart des instituts envisagent au mieux 2%. Le FMI vient d'annoncer le même chiffre.

Mais la situation sera peut-être encore plus grave. On vient d'en avoir un indice dans ce que notre confrère « Les Echos » appelle « le trou d'air de l'activité industrielle ». Déjà l'activité industrielle avait reculé de 1% en octobre 2004 ; mais depuis cela allait un tout petit peu mieux : + 0,4% en novembre et + 0,6% en décembre. Le chiffre de la production industrielle en janvier était d'abord annoncé comme légèrement positif. Il vient d'être révisé à la baisse à 0%.

## « Tout va un peu dans le mauvais sens »

Mais c'est le mois de février qui est franchement inquiétant : la baisse de l'activité en un mois y est de 0,5%. Ce chiffre est trompeur. Car seule l'énergie a progressé, et ce n'est pas une hausse d'activité, c'est dû seulement à la hausse du prix du pétrole. Hors énergie et hors industries agricoles et alimentaires (en recul de 1,6%), la baisse de l'activité industrielle atteint 1%, effaçant les hausses de l'automne. Tous les secteurs (biens de consommation, biens d'équipement, automobile, biens intermédiaires, construction) sont en recul.

Or cela va de pair avec une dégradation continue du moral des entreprises (comme d'ailleurs de celui des ménages). On sait que cet indicateur donne une bonne idée de la conjoncture car qui, mieux que les chefs d'entreprise, peut apprécier la situation économique à venir ? Il y a des mois que le pessimisme s'accroît : il vient de se traduire concrètement en février dans les chiffres de la production industrielle.

Mais il n'y a pas que cela et comme vient de le souligner Jean-François ROUBAUD, Président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, « tout va un peu dans le mauvais sens » en ce moment. Car si le premier ministre annonçait il y a encore quelques semaines une baisse de 10% du chômage, l'INSEE annonçait que l'on s'était trompé dans les chiffres et que l'on avait sous-estimé celui-ci : le taux de chômage est en réalité de 10,1%, au lieu de 10%. Et rien ne laisse présager une baisse : comment le chômage diminuerait-il sans croissance économique et sans diminution du coût du travail ?

## On n'a pas tout essayé

Du moins fallait-il se réjouir de notre dynamisme à l'exportation et de nos succès commerciaux. Patatras : depuis le milieu de l'an dernier, nous voilà à nouveau dans le rouge : le déficit commercial ne cesse de croître. Certes, nous avons déjà expliqué que ce déficit n'avait pas de conséquences, en particulier sur la monnaie à cause de l'euro. Mais c'est un bon révélateur de nos capacités d'exportation et plus généralement de notre compétitivité. Or le déficit de janvier, qui était de 931 millions, vient d'être révisé en hausse à 1,233 milliards d'euros, tandis que celui de février, qui vient de paraître, se montait à 1,517 milliards. Pas de quoi pavoiser : les produits étrangers se vendent mieux en France et les produits français se vendent plus mal à l'étranger. Et cela ne s'explique pas par le seul pétrole ; en dehors des ventes d'Airbus, la plupart des autres ventes industrielles régressent.

Le reste est à l'avenant : nous avons précisé les semaines précédentes ce qu'il en était pour la croissance, pour l'investissement, pour le pouvoir d'achat (en baisse), pour les faillites (en hausse). Bref, tout est dans le rouge. Et cela au moment où les organismes internationaux soulignent la bonne tenue des Etats-Unis et de l'Angleterre, l'expansion des pays d'Europe centrale et orientale, la reprise au Japon, le boom de l'Asie en général et de la Chine ou de l'Inde en particulier, et encore la croissance de 6,6% en 2004 de l'ensemble des pays en développement. Certes, pour nous consoler, il y a aussi la vieille Europe qui se traîne comme nous, Allemagne en tête. Mais il n'y a pas là de quoi nous rassurer.

Devons-nous être satisfaits d'avoir eu raison ? Nous aurions préféré nous tromper et constater une formidable reprise. Mais les enseignements de la science économique comme ceux des pays étrangers sont, hélas, sans appel : la croissance n'est pas au rendez-vous quand l'Etat est omniprésent, quand les prélèvements obligatoires ruinent ménages et entreprises, et découragent toute initiative, quand les rigidités paralysent le marché du travail, et quand on refuse les réformes libérales qui ont réussi partout. C'est François MITTERRAND qui disait qu'en France « on a tout essayé », en particulier contre le chômage. On a effectivement essayé toutes les méthodes socialistes, dans leurs diverses variantes. Mais on n'a jamais essayé la liberté économique. Notre classe politique en a horreur, comme le montrent ses réactions par exemple face à la directive BOLKESTEIN. Mais jusqu'où la France devra-t-elle tomber pour ouvrir les yeux de nos hommes politiques ?

## **POUR AIDER LE TIERS-MONDE, METTRE FIN AU PROTECTIONNISME AGRICOLE**

Nous n'avons cessé de plaider que la mondialisation, l'ouverture des frontières, était la meilleure arme contre le sous-développement. Contrairement à ce que l'on entend presque partout, la mondialisation n'a pas affaibli les pays pauvres, mais au contraire les a aidés à sortir de la misère. Et ceux qui y sont encore n'ont pas pu ou pas voulu entrer dans le grand circuit du libre échange.

Les pays développés sont officiellement pour l'ouverture des frontières et ils l'ont montré en particulier pour les produits manufacturés, avec cependant parfois des réticences, comme le démontre Jacques GARELLO dans son éditorial à propos du protectionnisme de l'Union Européenne vis-à-vis du textile chinois. Mais il y a un domaine où le protectionnisme règne en maître dans les pays riches, des Etats-Unis à l'Europe : c'est celui de l'agriculture.

On sait que la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2003 à Cancun a échoué, car les pays en développement n'ont pas accepté le protectionnisme agricole des pays riches, en particulier sous forme de subventions agricoles données par les pays riches à leurs producteurs. On sait par exemple qu'à elle seule la politique agricole commune absorbe 50% du budget européen. La prochaine réunion ministérielle de l'OMC, en décembre prochain à HongKong, risque d'être très difficile sur ce point.

Dans ce contexte, on remarquera qu'à la suite des recommandations quasi-unanimes des économistes, l'ONG britannique OXFAM vient de publier un rapport qui s'intitule « enfoncer la porte » sur le commerce agricole mondial. Car les pays pauvres avaient réussi à empêcher une fausse négociation sur ce point à Cancun en entrouvrant une porte, celle de la question des subventions. OXFAM veut aller plus loin et enfoncer la porte.

Le rapport d'OXFAM est documenté et chiffré. Il insiste sur l'importance de la question, car 80% des pauvres de la planète vivent dans des zones rurales et 96% des paysans vivent dans des pays pauvres. L'exemple du riz, parmi bien d'autres, semble pertinent pour cette ONG. Car c'est l'aliment de base pour la moitié de l'humanité et sa culture fait vivre 2 milliards d'hommes.

Mais comment les producteurs des pays pauvres pourraient-ils tenir le choc face à ceux des pays riches, largement subventionnés par les Etats ? Sait-on qu'en 2003, le seul gouvernement américain a dépensé 1,3 milliard de dollars pour subventionner le secteur du riz ? Grâce à cette aide, véritable concurrence déloyale, les producteurs américains ont vendu leur riz à un prix inférieur de 34% à son coût de revient réel. Et on en aurait autant, sinon plus, à faire valoir pour l'Union Européenne, dont toute la politique agricole repose sur des subventions systématiques aux producteurs.

OXFAM pose alors une vraie question. Soit le libre échange est la règle, partout et pour tous. Et il doit donc s'appliquer aussi aux pays riches et également à l'agriculture. Soit on est contre le libre échange, et dans ce cas, si les pays riches protègent leur agriculture, pourquoi les pays pauvres ne protégeraient-ils pas leurs marchés nationaux contre les prix faussés par les subventions des pays riches ? On ne peut pas être à moitié pour la liberté des échanges. Cela nous fait penser aux services publics français, comme EDF, qui veulent bien aller concurrencer les autres entreprises dans les autres pays, et qui n'admettent pas qu'on vienne les concurrencer sur le territoire national.

Il paraît que c'est un problème insoluble, compte tenu du poids du lobby agricole. Mais c'est d'abord un problème de cohérence : on n'est pas favorable au libre-échange à moitié. C'est ensuite un problème de solidarité élémentaire vis-à-vis du tiers-monde ; veut-on qu'il se développe ou ne dit-on cela que pour se donner bonne conscience, comme donnerait bonne conscience une taxe internationale ? Et surtout sait-on que même nos agriculteurs finissent par pâtir de ces situations totalement déconnectées du marché et des réalités économiques ? En réalité, ceux qui ne veulent pas s'attaquer aux subventions agricoles n'ont pas confiance dans les mécanismes du marché et de la liberté et sont des dirigistes. Ce n'est pas parce que ce dirigisme est agricole qu'il en est moins condamnable.



## L'EXPLOSION DE LA PRESSION FISCALE LOCALE

On savait que la fiscalité régionale était en train d'exploser. Nous en avons déjà parlé. Mais ce qu'on savait moins, c'est que le reste de la fiscalité locale (communale et départementale) augmentait également de manière sensible. Aussi, lorsqu'on parle de baisse des impôts, il faut être très prudent : il est possible que certains impôts nationaux aient diminué, du moins certaines années, mais il est sûr que les cotisations sociales d'une part et les impôts locaux de l'autre ont plus que compensé cette baisse, ce qui fait qu'au total les prélèvements obligatoires continuent à augmenter.

Du côté des régions tout d'abord, on a eu quelques précisions : la hausse moyenne des taux d'imposition est de 21,1% en 2005. En particulier la taxe professionnelle des régions a augmenté de 79,6% en un an en Languedoc-Roussillon, de 74,6% en Bourgogne, de 35,9% en Picardie, de 30,4% en PACA, de 35,3% en Ile de France, de 30% en Auvergne. A en croire les présidents (de gauche) de ces régions, cela s'explique par la décentralisation et le refus de l'Etat de transférer les moyens. Nous avons montré que c'était faux, mais que cela s'expliquait par les promesses socialistes (gratuité des livres scolaires, emplois publics pour les jeunes, etc.). D'ailleurs, pourquoi la taxe professionnelle n'a-t-elle augmenté que de 2,5% dans la seule région de droite, l'Alsace ?

Notre confrère quotidien Les Echos publie par ailleurs une enquête extrêmement détaillée sur l'évolution des impôts locaux dans les principales villes et dans les départements. Il observe d'abord que la hausse des impôts est moindre dans les départements que dans les régions, et moindre dans les communes que dans les départements. Faut-il en conclure que plus on est proche du citoyen plus on hésite à augmenter les impôts ? Cela plaiderait alors évidemment en faveur de la plus grande décentralisation possible, ce qui ne surprendra guère les libéraux.

La hausse moyenne hors Paris de la taxe professionnelle est de 1,3% en comptant grandes villes et groupement de communes et de 4,0% si l'on inclut les départements. Pour la taxe d'habitation, la hausse est de 1,6% pour les grandes villes et de 2,2% en incluant les départements. Les départements imposent donc plus que les communes et surtaxent en particulier les entreprises. Notons que dans quelques très rares villes, la hausse de l'un et l'autre de ces impôts est de 0 % : c'est en particulier le cas à Aix en Provence et nous pouvons saluer là le travail de notre ami Gérard BRAMOULLE, adjoint aux finances de la ville, qui, avec le maire Maryse JOISSAINS, ont promis de ne pas augmenter les impôts de tout leur mandat. Malheureusement pour les Aixois, la taxe professionnelle sera pour eux en hausse de 4,2% (en dépit de cette hausse 0 pour la ville) à cause du Conseil général des Bouches du Rhône (socialiste et communiste).

Certains départements se distinguent particulièrement : l'ensemble des impôts locaux du département progresse de 16,7% dans le Vaucluse, de 15,9% en Charente, de 15,0% dans le Loir et Cher, de 13,6% dans l'Aisne, de 13,0% dans la Vienne, de 12,8% dans la Marne, etc. Ces départements feraient bien de se demander comment fait la Lozère pour ne progresser que de 1,1%, la Dordogne de 1,5%, la Gironde de 1,6%, ou les Pyrénées Atlantiques de 1,7% : c'est au moins le signe qu'il n'y a pas, contrairement à ce qu'on raconte, de fatalité de la hausse de la pression fiscale locale. Il est possible de dire non.

Ce sont les entreprises les plus touchées, ce que soulignent Les Echos en titrant « Les impôts locaux repartent à la hausse pour les entreprises ». Ce n'est pas particulièrement habile dans une situation où elles croulent sous les charges. Cette hausse les handicape un peu plus dans la compétition internationale. Pour Les Echos « les départements sifflent la fin de la trêve fiscale ».

Nous retenons plusieurs leçons de ces informations. D'abord, il faut décentraliser au maximum, puisque plus on est près du citoyen, plus les impôts sont tempérés. Ensuite, il faut en finir avec tous ces discours hypocrites sur la stabilisation ou les baisses des impôts : les prélèvements obligatoires augmentent, la fiscalité locale explose, comme les prélèvements sociaux. La France va bientôt doubler les deux ou trois pays qui restaient plus imposés que nous. Enfin, il nous semble qu'au dessus de la décentralisation, certes déjà utile, il y a la subsidiarité. Beaucoup de « services publics » rendus par les collectivités locales pourraient l'être par des entreprises ou des associations. Il ne faut donc pas seulement décentraliser ; il faut aussi et surtout privatiser : c'est la seule façon de faire baisser les impôts locaux.

## **LYCEENS : VIVEMENT LA FIN DE LA RECREATION !**

Alors même que la loi FILLON a été votée par le Parlement et alors qu'elle ne mérite ni cet excès d'honneur, ni cette indignité, comme nous l'avons déjà montré, certains lycéens imaginent qu'ils sont en train de refaire mai 68 et radicalisent leur action. Il serait temps pour les pouvoirs publics et pour les responsables des lycées de les mettre devant leurs responsabilités et de siffler la fin de la récréation.

Le rectorat de Paris s'inquiète du taux de réussite au baccalauréat de plusieurs lycées parisiens victimes de « graves perturbations » causées par les opposants à la loi FILLON. Pour le rectorat, certains retards seront irrattrapables : « Le baccalauréat est trop proche et il y a 15 jours de vacances. Il est irrémédiablement compromis dans six ou sept lycées de Paris, ce qui nous inquiète au plus haut point. Tous les cours qui ont sauté ne seront pas rattrapés ». Le rectorat a reconnu -enfin- que « ces perturbations sont le fait d'une extrême minorité qui ont compromis la réussite de leurs camarades - 300 lycéens sur les 72 000 ». Certes, le ministre FILLON a donné des consignes « extrêmement fermes » la semaine précédente pour faire évacuer les lycées occupés par quelques élèves. Ces consignes semblent globalement avoir été appliquées. Mais qu'attend le rectorat pour exclure des lycées les 300 perturbateurs, qui portent une très grave atteinte à la liberté du travail des autres lycéens ?

Notre confrère Le Figaro rapporte en détail un exemple parmi d'autres de ces incidents inadmissibles, à propos du lycée Montaigne à Paris, occupé par 200 élèves, dont une cinquantaine au plus s'étaient retranchés sur le toit avant d'être évacués par les forces de l'ordre. Ce qu'on lit dans ce compte rendu est à la fois édifiant et consternant.

Que dire de ces élèves qui, le sourire aux lèvres, assurent « je suis en suicide scolaire » ? Que dire de ces parents qui soit s'avouent totalement dépassés, soit approuvent ces manifestations et condamnent –air connu- « les violences policières » ? Sans doute ont-ils quelque nostalgie de leur jeunesse soixante-huitarde. Que dire de ces lycéens, autocollants anarchistes sur le bras, bombardant les CRS de tous les projectiles possibles, y compris des skateboards et des bouteilles de bière, avant... de leur offrir des fleurs. Se croient-ils dans un film ?

Que penser de jeunes de dix-sept ou dix-huit ans qui veulent vivre « un mini Mai 68 » ? Et que penser des fameux CAL (Comités d'action lycéens), totalement manipulés par l'extrême gauche ? Et de leurs cris d'une grande profondeur : les deux slogans préférés : « CRS SS » (ce n'est pas très nouveau) et « Ni Dieu, ni maître ! ». Pauvre France. Pauvre parents. Car le jeu est désormais clair, les lycéens l'avouent : ils espèrent un dérapage, un drame, pour relancer le mouvement au nom de la solidarité. Et les déclarations des lycéens sont édifiantes : « La loi FILLON on s'en fout. Comme la plupart des manifestants d'ailleurs. La plupart font ça pour éviter d'aller en cours », rapporte le Figaro. Et ceux qui veulent travailler sont insultés et traités de « jaunes » et de « sociaux traîtres » : voilà des jeunes bien formés par les manipulateurs trotskistes.

Des lycéens manipulés, des parents irresponsables, ce n'est pas nouveau. Mais quand va-t-on sanctionner les quelques professeurs qui les poussent au crime ? Un sympathique professeur du syndicat SUD précise qu'il « est un travailleur refusant de travailler sous la contrainte des policiers. Mon cours est politique. On n'enseigne que ce que l'on est ». Pour lui, le travail des élèves sera d'autant meilleur qu'ils sont mobilisés. Intéressante conception de l'éducation. « Nous avons aperçu le vrai visage éducatif de ce gouvernement qui offre une politique purement répressive et autoritaire ».

Le reportage du Figaro sur le lycée Montaigne est consternant : « On a un prof de philo qui prône la révolution pendant les cours. Il veut favoriser la lutte des classes pour abolir la société capitaliste. C'est à cause de lui que certains ont commencé à militer dans des syndicats lycéens ». Qu'en pensent ceux qui financent l'Education Nationale avec leurs impôts ? Sont-ils d'accord avec le bon usage qui est fait de leur argent ? A la grève des lycéens nous devrions répondre par la grève des impôts !

## HABEMUS PAPAM

*Jacques Garello avec l'aide de Jean Yves Naudet*

Nous avons un Pape ! C'est évidemment une grande joie pour les catholiques du monde entier, mais c'est aussi une très bonne nouvelle pour l'humanité entière, puisque le choix des cardinaux en conclave s'est porté sur Benoît XVI, le cardinal Ratzinger, le grand ami de Jean Paul II, le grand théologien, le grand humaniste.

Son amitié et sa proximité avec Jean Paul II assurent la continuité de l'action pontificale. Les premières paroles de Benoît XVI, empreintes d'humilité, ont été pour rendre hommage à celui qu'il a accompagné pendant plus de vingt ans. L'un des deux seuls cardinaux actuellement âgés de moins de quatre vingt ans à avoir été nommé par Paul VI, il connaît tous les membres du Sacré Collège dont il était le doyen, et a certainement approuvé leur nomination. Il vivra donc en communion étroite avec tous ceux qui ont la charge de conduire les fidèles, et l'Eglise poursuivra ainsi sa mission de façon cohérente et unie.

Sa qualité de théologien enracinera les actes et les paroles de Benoît XVI dans la maîtrise totale de la réflexion trinitaire, dans la connaissance profonde des relations entre les hommes et Dieu. La puissance intellectuelle du cardinal Ratzinger est considérable. Universitaire, enseignant, chercheur, il a toute la rigueur doctrinale voulue mais aussi toute l'indulgence que donne une culture étendue et diversifiée. Il est célèbre par exemple pour son dialogue avec Habermas, et s'il se montre adversaire convaincu de la modernité c'est pour l'avoir bien comprise et analysée : la modernité n'est autre que la prétention de couper les liens entre Dieu et l'humanité. Déjà sa thèse sur Saint Augustin l'avait amené à traiter des mystères de la Cité terrestre, de la place que Dieu occupe dans la société des hommes. Le premier à avoir condamné dans ses « Instructions sur quelques aspects de la théologie de la révolution » (1984) la dérive marxiste qui a égaré beaucoup de pasteurs en Amérique Latine, le cardinal Ratzinger (alors préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi) n'a toléré aucune concession aux idées perverses et il est à l'origine de la « clarification dans l'Eglise » (Alain Besançon). Les hommes ont plus que jamais besoin de certitudes, qu'elles soient le fruit de la raison ou de la foi – une alchimie elle aussi commune à Jean Paul II et Benoît XVI.

Les hommes, Benoît XVI peut en parler. Il les connaît pour avoir pleinement épousé la philosophie de Karol Wojtyła, une philosophie de la liberté et de la responsabilité personnelle, de la dignité de la personne humaine, de la civilisation de l'amour. L'humanisme chrétien est la réponse aux attentes du monde contemporain, il est fait de spiritualité et de générosité, il nous engage au partage, il nous rend l'espoir. Le cardinal Ratzinger n'a pas choisi Benoît XVI au hasard. Comme on l'a déjà fait remarquer, Benoît XV avait été le Pape de la paix en Europe (élu en septembre 1914 il n'a cessé d'intercéder pour arrêter la folie de cette première guerre mondiale). Benoît XVI, comme Jean Paul II, agira pour une Europe unifiée dans la culture chrétienne, l'Europe des Bénédictins précisément, celle qui a conduit le Moyen Age vers la Renaissance, celle qui a ignoré les frontières, rapproché les peuples, et permis le plus formidable essor du commerce et de l'art. Ne doutons pas que l'amour que portait Jean Paul II à l'Europe, mais aussi à toute l'humanité, inspirera les relations entre ce nouveau Souverain Pontife et les peuples de la terre entière, en particulier avec les jeunes – ce que l'on mesurera certainement au cours des Journées Mondiales de la Jeunesse qui, signe de la Providence, se tiendront précisément à Cologne.

Pour les catholiques, la façon de s'associer à l'œuvre de l'Esprit Saint et à la joie d'avoir ce Pape est de l'accompagner de leurs prières. Benoît XVI les a sollicitées dès les premières minutes. Le Pape partage sa mission avec tous les hommes et femmes de bonne volonté.

## UN PAPE « CONSERVATEUR » ?

Aux prières pour le nouveau Pape les catholiques devraient ajouter quelques prières pour les médias, qui en ont bien besoin si l'on observe la façon dont ils se sont précipités pour qualifier Benoît XVI de « conservateur ».

Ils ont pris un grand plaisir à répéter à l'envi que le cardinal Ratzinger avait dit non au mariage des prêtres, non à la prêtrise des femmes, non à la contraception, à l'avortement, non à l'euthanasie et non à l'homosexualité. Et la conclusion pouvait être :

- il est conservateur et il le restera et on ne peut rien attendre de ce Pape, il ne comprendra pas davantage l'évolution des mœurs que le précédent,

- ou : il va devoir en tant que Pape réviser nombre de ses positions antérieures car l'avenir de l'Eglise exige qu'elle prenne le chemin de la modernité.

Ces commentaires sont évidemment décalés par rapport à la mission du Souverain Pontife, et à la vocation de l'Eglise. Monseigneur Vingt Trois (entre autres) a su préciser les deux points suivants :

- d'une part l'Eglise n'est pas une entreprise destinée à satisfaire une clientèle et à élargir sa part de marché, elle n'a pas de stratégie d'expansion. S'il y a une crise des vocations et une déchristianisation du monde contemporain, notamment en Europe (on pourrait même dire seulement en Europe), ce n'est pas triste pour l'Eglise, c'est triste pour le monde contemporain,

- d'autre part l'Eglise ne serait pas l'Eglise si elle